



Accord-cadre n°2026DG04

**Relatif au stockage et la gestion des stocks, la confection de
colis et le routage de publications, documents papiers et
autres supports pour l'ensemble des sites du Cned**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE	2
1. OBJET DU MARCHE - ALLOTISSEMENT	6
2. FORME DU MARCHE	6
2.1. PROCEDURE	6
2.2. FORME DU MARCHE.....	6
2.3. ELEMENTS FINANCIERS	6
3. DUREE DU MARCHE	7
4. PIECES CONTRACTUELLES.....	7
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	8
6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE	8
6.1. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
6.2. ÉTABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDES	9
6.3. MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE DANS LE CADRE DE LA MULTI-ATTRIBUTION - LOT 1	9
7. CLAUSE SOCIALE : INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	9
7.1. PUBLICS ELIGIBLES AU DISPOSITIF DE LA CLAUSE SOCIALE.....	10
7.2. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	10
7.3. DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE	11
7.4. MODALITES DE CONTROLE.....	11
7.5. DIFFICULTES ECONOMIQUES DE L'ATTRIBUTAIRE	11
8. PROGRAMME D'EXECUTION	11
9. CONDUITE DES PRESTATIONS	12
10. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	12
11. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	13
11.1. CO-TRAITANCE.....	13
11.2. SOUS-TRAITANCE	13
12. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	14
14. CONFIDENTIALITE	14
15. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14

16.	NEUTRALITE	16
17.	VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	16
17.1.	VERIFICATION DES PRESTATIONS D'INITIALISATION DU MARCHE	16
17.1.1.	VERIFICATION D'APTITUDE (VA)	16
17.1.2.	VERIFICATION DE SERVICE REGULIER (VSR)	16
17.2.	VERIFICATION DES PRESTATIONS DE LA PHASE D'EXPLOITATION DU MARCHE	17
18.	ASSURANCE	17
19.	PENALITES.....	17
19.1.	PENALITES APPLICABLES DANS LE CADRE DU LOT 1.....	18
19.2.	PENALITES APPLICABLES DANS LE CADRE DU LOT 2.....	19
19.3.	PENALITES FORFAITAIRES	19
19.4.	PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION	19
20.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	20
20.1.	FORME DES PRIX ET CONTENU DES PRIX.....	20
20.2.	TAUX DE TVA – MONNAIE	20
20.3.	REVISION DES PRIX.....	20
20.4.	REFACTION DU PRIX	21
20.5.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	21
20.6.	AVANCE	22
20.7.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	22
20.7.1.	DELAI DE PAIEMENT	22
20.7.2.	INTERETS MORATOIRES	22
20.7.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	23
20.8.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	24
21.	UTILISATION DES RESULTATS	24
22.	RESILIATION	24
23.	DIFFERENDS	25
24.	COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	25
25.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	25

143 300

formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle

200

formations proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

1 753 187 évaluations corrigées
96% des copies dématérialisées
2,94 jours, délai moyen de correction
 des copies numériques

369 450 appels reçus
114 500 courriels traités
13 440 000 visites sur cned.fr

Budget et effectif

Budget

90,9 M€
 de budget

53,6 M€
 de recettes
 commerciales

31,2 M€
 de subvention
 pour charge
 de service public

Effectifs

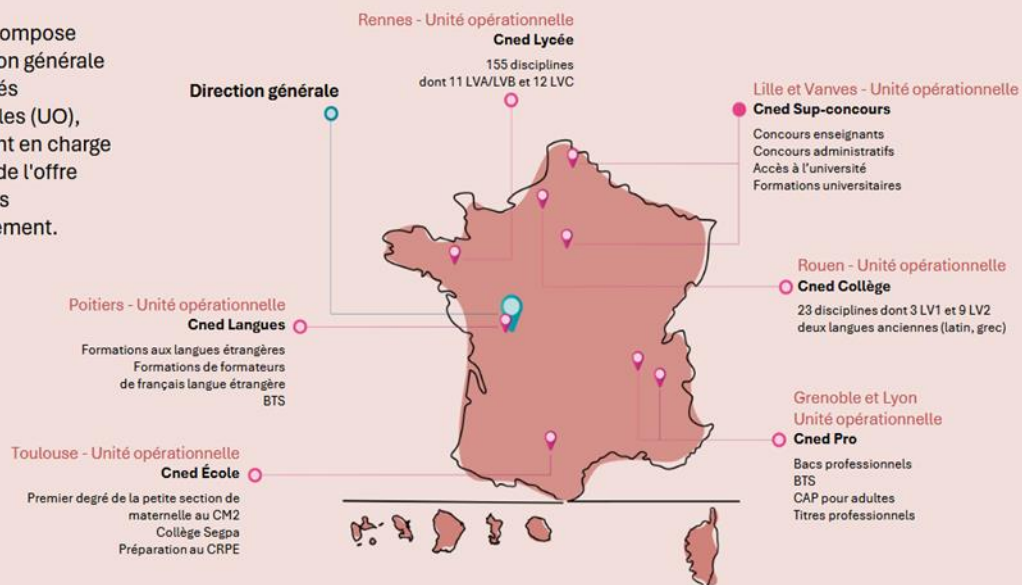
1 000
 agents

1 100
 enseignants
 de l'Éducation
 nationale

+ de 2 000
 experts
 pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six unités opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



1. OBJET DU MARCHÉ - ALLOTISSEMENT

Le présent marché est composé des deux lots suivants :

- Lot 1 « *confection de colis à destination des inscrits du Cned* » comportant les prestations suivantes : réception et stockage des articles, fabrication et conditionnement des colis et plis avec un contrôle systématique d'intégrité de chaque colis ou plis par flashage des codes à barres, édition des bordereaux de transport colissimo* des bons de livraison et des factures, remise au transporteur, mise à disposition d'un extranet permettant la gestion et le suivi des stocks et des commandes. Par ailleurs, sont inclus la gestion des retours des colis, les inventaires du stock (annuels et tournants) et la mise au pilon de références à la demande du Cned.
- Lot 2 : Routage des catalogues, des dossiers d'inscription et mailing
Poste 1 : « routage des catalogues commerciaux, publications, mailings courrier, reprographie/impression et la mise sous pli »
Poste 2 : « routage de dossiers d'inscription : traitement des flux, impression et mise sous pli »

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2. FORME DU MARCHÉ

2.1. Procédure

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique.

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Cned se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2.2. Forme du marché

Le marché est un accord-cadre

- multi attributaire pour le lot 1,
- mono attributaire pour le lot 2,

en vertu des articles L2125-1 1° et R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique, comportant des bons de commande.

Le lot 1 de l'accord cadre est conclu avec deux titulaires sous réserve d'un nombre d'offres suffisant. La méthode d'attribution des bons de commande est décrite à l'article 6.3 du présent CCAP.

2.3. Eléments financiers

Pour le Lot 1,

Le montant estimé du marché sur sa durée ferme de trois ans est de 987 700 € HT.

Le montant estimé du marché la période de reconduction d'un an est de 352 000 € HT.

Le montant estimé du marché sur sa durée totale de 4 ans est de 1 339 700 € HT.

Le montant maximum du marché sur sa durée ferme de trois ans est de 1 755 000 € HT.

Le montant maximum du marché pour la période de reconduction d'un an est de 672 000 € HT.

Le montant maximum du marché sur sa durée totale de 4 ans est de 2 427 000 € HT.

Pour le Lot 2,

Le montant estimé du marché sur sa durée ferme de trois ans est de 53 000 € HT.

Le montant estimé du marché la période de reconduction d'un an est de 18 000 € HT.

Le montant estimé du marché sur sa durée totale de 4 ans est de 71 000 € HT.

Le montant maximum du marché sur sa durée ferme de trois ans est de 92 800 € HT.

Le montant maximum du marché pour la période de reconduction d'un an est de 31 500 € HT.

Le montant maximum du marché sur sa durée totale de 4 ans est de 124 300 € HT.

3. DUREE DU MARCHÉ

Le lot 1 s'exécute à compter de sa date de notification pour une durée de 3 ans reconductible une fois pour une durée d'un an.

Le lot 2 s'exécute à compter du 1^{er} juin 2026, ou de sa date de notification si elle est postérieure. Le lot 2 s'exécute également pour une durée ferme de 3 ans reconductible pour une durée de 1 an. Toutefois, sa durée totale ne pourra excéder la date de fin du lot 1.

La reconduction est tacite, le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction, la décision du Cned est notifiée au titulaire par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS au moins un mois avant la date anniversaire du marché.

Toutefois, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse du Cned adressée par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS qui constate l'atteinte du maximum de l'accord-cadre et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre.

Le nombre maximal de reconductions est indiqué ci-dessus ; l'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre de périodes.

La durée totale de l'accord-cadre correspond au cumul de toutes les périodes.

4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'annexe financière (comprenant les prix forfaitaires et le bordereau des prix unitaires (BPU)) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont décrites dans le CCTP.

6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE

6.1. Modalités d'exécution des prestations

Prestations du lot 1 :

Les prestations forfaitaires, correspondant à la phase d'initialisation du marché, s'exécutent à compter de la notification du présent accord-cadre.

Les prestations figurant au BPU (correspondant à la phase d'exploitation du marché), soit :

- La gestion des colis / plis et des stocks (réception, vérification, comptage, stockage, destruction des stocks, inventaire physique, édition du bon de transport, pesée, tri, remise au transporteur, retour colis : incorporation au stock, prise en charge et organisation du transfert du stock),
- Les prestations de collectionnage et conditionnement,

donnent lieu à paiement sur la base des quantités réellement exécutées par mois calendaire.

La phase d'exploitation débute à compter de l'admission des prestations d'initialisation prononcée dans les conditions prévues à l'article 17.1.

La prestation d'accès à l'extranet pendant 2 mois après la fin du marché est déclenchée par bons de commande (émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre).

Devis préalable :

Des prestations complémentaires, non prévues au BPU, peuvent s'avérer nécessaires (prestation de transport (cf. §2.4 CCTP), évolutions / développements complémentaires, impression et collage manuel d'étiquettes sur les fascicules d'une référence suite à erreur de codes à barre – (cf. 6.1 du CCTP)).

Ces demandes feront l'objet d'un devis. Si la proposition est validée, elles font l'objet d'un bon de commande, établis par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant, durant toute la durée de validité de l'accord-cadre stipulant la date de livraison. Les bons de commande sont transmis par mail ou par tout moyen. Le prestataire en accuse réception.

Prestations du lot 2 :

Les prestations spécifiques du poste 1 du lot 2, soit la gestion des catalogues, les mailings, la reprographie/impression et la mise sous pli, font l'objet d'un bon de commande après devis établi sur la base du BPU.

Les prestations spécifiques du poste 2 du lot 2, soit le routage des dossiers d'inscription :

- ✓ La prestations forfaitaires correspondant à la prestation de mise en place du poste 2, s'exécute à compter du 01/06/2026 ou de la date de notification du lot 2 si elle est postérieure.
- ✓ La prestation forfaitaire correspondant à la prestation de traitement des fichiers informatiques s'exécute à compter de l'établissement du PV de VA.

Les prestations figurant au BPU donnent lieu à paiement sur la base des quantités réellement exécutées par mois calendaire.

La phase d'exploitation débute à compter de l'admission des prestations d'initialisation prononcée dans les conditions prévues à l'article 17.1 du présent CCAP.

6.2. Établissement des bons de commandes

Les bons de commande sont établis par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant, durant toute la durée de validité de l'accord-cadre et transmis par mail ou par tout moyen. Le prestataire en accuse réception.

L'exécution du bon de commande ne peut s'achever dans un délai supérieur à trois mois à compter de la date de fin de validité de l'accord-cadre.

6.3. Modalités d'attribution des bons de commande dans le cadre de la multi-attribution - lot 1

Les commandes sont attribuées comme suit :

- Le titulaire de rang 1 (celui dont l'offre a été classée en première position au terme de l'analyse des offres) aura la charge des prestations relevant des sites de :
Toulouse, Rouen, Poitiers, Lyon et Grenoble ;
- Le titulaire de rang 2 aura la charge des prestations relevant des sites de :
Rennes, Lille et Vanves.

Cela représente pour le titulaire de rang 1 environ 60 % des prestations à assurer (estimation non contractuelle) et pour le titulaire de rang 2 environ 40% (estimation non contractuelle).

Dans l'hypothèse où un seul titulaire est retenu, celui-ci réalise les commandes de l'ensemble des sites.

En cas de résiliation du marché ou de défaillance de l'un des deux titulaires, les prestations des sites concernés sont assurées comme suivant :

Le titulaire n°1 remplacera le deuxième titulaire qui serait désigné défaillant, le titulaire n°2 remplacera le premier titulaire qui serait désigné défaillant.

En conséquence, le titulaire suppléant sera le prestataire désigné pour réaliser les prestations des sites concernés en complément des commandes de son propre secteur et les prestations exécutées lui seront réglées aux conditions de prix de son propre bordereau de prix.

La défaillance est définitive.

Le titulaire défaillant ne pourra en aucun cas réclamer d'indemnité liée aux commandes réalisées auprès du titulaire suppléant.

Pour les seuls cas de non-conformité de l'exécution des prestations aux stipulations du marché et/ou mauvaise exécution du marché, la défaillance est constatée dans les conditions de l'article 17 à l'issue de trois mises en demeure successives restées sans réponse et sans constat d'un retour à une réalisation conforme des prestations.

Le titulaire s'engage à motiver les raisons pour lesquelles il n'est pas en mesure de répondre à la demande, le cas échéant dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Si aucun des titulaires (de rang 1 ou rang 2) n'est en mesure de répondre dans les conditions et les délais prescrits, l'acheteur se réserve le droit de faire appel à un prestataire tiers de son choix sans que les titulaires puissent prétendre à une quelconque indemnité.

7. CLAUSE SOCIALE : INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le Cned dans un souci de promotion de l'emploi ou de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L2111-1 et L2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le présent marché une clause sociale obligatoire.

Les entreprises attributaires du lot 1 du présent marché, devront réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le volume d'heure totale à réaliser est de **500 heures** et est réparti de la façon suivante :

- **300 heures pour l'attributaire de rang 1**
- **200 heures pour l'attributaire de rang 2**

7.1. Publics éligibles au dispositif de la clause sociale

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- Les allocataires du RSA (en recherche d'emploi) ou les ayants droits,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers,
- En outre, le facilitateur mentionné à l'article 7.3, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

7.2. Modalités de mise en œuvre

Ce marché étant reconductible, les modalités exprimées ci-dessous sont exécutables de nouveau à chaque reconduction.

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- La mise à disposition de salariés,
- L'embauche directe en contrat en durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché,
- Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI), une Entreprise Adaptée (EA), ou un Atelier Chantier d'Insertion (ACI)

Dans le cas de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir de :

- D'une association intermédiaire (AI)
- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou d'une Agence Emploi (entreprise de travail temporaire) dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail, ou d'un GEIQ dans le cadre d'un contrat en alternance.

Dans le cas d'un recrutement par contrat d'apprentissage et de professionnalisation, la personne recrutée devra pouvoir justifier d'une absence totale de qualification dans la branche ainsi qu'un statut de Demandeur d'Emploi supérieur à 6 mois.

7.3. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

Coordination Régionale Nouvelle Aquitaine
7 rue Anne Desrays – 79100 Thouars
Tél. : 07 77 94 03 35
Mail : coordoclausesna@yahoo.com

7.4. Modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle des actions pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmettra au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 19.8 du CCAP.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

7.5. Difficultés économiques de l'attributaire

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) le facilitateur mentionné ci-dessus.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale. Cette annulation sera subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à cette difficulté et transmis à la DIRECCTE ou au juge.

8. PROGRAMME D'EXECUTION

Le programme d'exécution des prestations est celui remis par le titulaire dans son offre technique. Il précise notamment les ressources, les méthodes d'exécution des prestations et précise le calendrier d'exécution particulier de chaque prestation. Le délai ne peut être supérieur aux délais prescrits dans l'offre technique du titulaire.

Des prolongations de délai peuvent être octroyées par le Cned dans les limites et conditions des dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

A l'interruption du marché, ou sur demande du Cned, ou en cas de résiliation du marché, le transfert de tout ou partie du stock de fournitures est réalisé dans un délai de 10 jours ouvrés selon les modalités suivantes : les fournitures sont triées puis conditionnées par référence sous emballage cartonné. Le titulaire veille à regrouper les cartons d'une même référence sur une même palette et à les adresser en un envoi unique, chez le destinataire désigné par le Cned. Chaque palette, qui peut contenir plusieurs références différentes, est filmée et identifiée par bordereau récapitulant l'ensemble de son contenu.

Le transfert de tout ou partie du stock est réalisée dans les conditions prévues au §2.4 du CCTP.

9. CONDUITE DES PRESTATIONS

9.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire désigne dès la notification la personne chargée du suivi du marché, habilitée à le représenter auprès de de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

L'expérience et les compétences minimales de cette personne sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

9.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 2 jours ouvrés à plein temps.

9.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

10. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le marché est un contrat avec une obligation de résultat. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour la bonne exécution des prestations et de veiller à leur réalisation.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

11. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

11.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas d'absence de réponse dans le délai imparti, le cocontractant figurant en 1^{ère} position après le mandataire dans la lettre de candidature devient le nouveau mandataire du groupement.

11.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

12. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent dans les locaux du titulaire, sous sa responsabilité.

La présence du ou des représentants du titulaire peut être requise pour la participation à des réunions, principalement sur le site de la direction générale à Poitiers (86). Dans le cas de la présence du représentant du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Afin de limiter au maximum, les impacts néfastes sur l'environnement, ces réunions seront organisées dans la mesure du possible par tout moyen de visio-conférence. A titre d'information le Cned utilise la solution MICROSOFT TEAMS.

Le titulaire privilégie, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO4, EURO5 ou idéalement EURO6, conformément à la directive 98/69/CE. Il peut aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur.

13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

14. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire a accès aux logiciels et bases de données à caractère personnel soumis à la réglementation relative à la protection des données personnelles issues notamment du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 et de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Il se conforme aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

15. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

15.1. Accès à des données à caractère personnel du Cned

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible :

- de traiter des données à caractère personnel (ci-après DCP) qui lui sont transmises par le Cned ;
- d'avoir accès à de telles données dans le cadre de la réalisation de ses prestations sur le système d'information du Cned (maintenance notamment).

Une annexe complétant ces dispositions sera intégrée au marché par voie d'avenant une fois les éléments stabilisés et avant la mise en production et traitement de données à caractère personnel.

Dans ce cadre, le titulaire reconnaît que les DCP ont un caractère strictement confidentiel. Notamment, il ne réalise aucune copie, modification ou transfert de données à quelque titre que ce soit.

15.2. Mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel par le titulaire

Les traitements de DCP sont mis en œuvre par le titulaire dans le respect de l'ensemble des dispositions du cadre légal et réglementaire applicable, et notamment :

- du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 ;
- de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à :

- Collecter, le cas échéant, les données de manière loyale et respectueuse des droits des personnes ;
- Adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel afin de prévenir tout accès, lecture, copie, modification ou déplacements non autorisés de données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la protection des DCP ;
- Ne permettre à aucun utilisateur ou tiers non autorisé d'accéder à ces données ;
- Informer les personnes concernées de la mise en œuvre du traitement de DCP et de leurs droits (accès et rectification notamment) ;
- Ne réaliser aucune sollicitation, et notamment prospection commerciale, auprès des personnes dont il dispose de DCP au titre du présent marché ;
- Ne transmettre aucune DCP objet du marché à des tiers sans autorisation du Cned ;
- Ne procéder à aucun transfert de données hors de l'Union européenne dans un pays qui n'offrirait pas un niveau de protection équivalent à celui de l'Union européenne ;
- Signaler sans délai au Cned toute violation de DCP concernant des données objet du présent marché. Est entendu par « violation de DCP » toute fuite, vol, destruction ou atteinte à l'intégrité de données à caractère personnel.

Tout transfert de données à caractère personnel à destination d'un tiers (sous-traitant notamment) doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Cned et doit être limité à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à soumettre les destinataires de données à des obligations similaires à celles du présent marché. Il se porte fort du respect de ces obligations par ces derniers.

15.3. Conformité de l'outil au Règlement n°2016/679

Le titulaire garantit au Cned que l'outil informatique fourni dans le cadre du marché est conforme au règlement susvisé dès sa conception et que le Cned, en l'utilisant, est en mesure de respecter le Règlement 2016/679 et la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée.

Le titulaire, à cet égard, a un devoir de conseil auprès du Cned. Notamment, il assiste le Cned au besoin dans la mise en œuvre et le paramétrage de l'outil pour en faire une utilisation conforme.

15.4. Suppression des données

A l'exception des données dont la conservation lui serait imposée par des prescriptions légales ou réglementaires, le titulaire s'engage à supprimer les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du présent marché dans un délai de 30 jours à compter de la fin d'exécution des prestations (par exemple pour la prestation de maintien de l'extranet) pour quelle que cause que ce soit. Il justifie de l'exécution de cette obligation à première demande de la part du Cned.

15.5. Contrôle

Le CNED se réserve le droit de contrôler à tout moment le respect de ces obligations par un contrôle sur pièces ou sur place.

A cet effet, le Cned désigne un agent qui est soumis à une stricte obligation de confidentialité à l'égard des informations auxquelles il a accès.

Le titulaire lui donne accès à l'ensemble des locaux et systèmes d'informations et lui communique à première demande toute documentation (procédures, documentation sur les applications...) jugées nécessaires par le Cned afin de lui permettre de s'assurer du respect, par le titulaire, des dispositions du présent article.

Le titulaire transmet au Cned les coordonnées de son délégué à la protection des données.

16. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligentés pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

17. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Le présent article déroge aux dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS.

17.1. Vérification des prestations d'initialisation du marché

Les prestations d'initialisation du marché, soit :

- Lot 1 : mise en place du FTP, de l'extranet, des flux mails et des flux de fichiers, ainsi que l'ensemble des développements nécessaires à la mise en place du marché ;
- Lot 2 : mise en place du FTP et traitement des fichiers informatiques

donnent lieu à une vérification d'aptitude et une vérification de service régulier.

17.1.1. Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour but de constater que la solution mise en place présente les caractéristiques techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions précisées par le marché.

La vérification d'aptitude est effectuée par l'équipe technique du Cned, en collaboration avec le titulaire, dans un délai de huit jours à partir de la mise en ordre de marche.

La vérification d'aptitude (VA) est alors prononcée par le Cned et donne lieu à établissement d'un procès-verbal. Si la VA est positive, le Cned procède à la vérification de service régulier. Si la VA est négative, le Cned prend une décision d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement, le titulaire procède aux modifications et réparations nécessaires afin qu'une nouvelle VA soit réalisée dans un délai de quinze jours calendaires.

17.1.2. Vérification de service régulier (VSR)

Au terme de la VA réputée positive, débute la phase de VSR. La VSR a pour but de constater que les dispositifs fournis sont aptes à assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La VSR est prononcée si aucune anomalie n'intervient pendant une période de fonctionnement effective d'une durée d'un mois et donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal par le Cned.

Durant la période de vérification de service régulier, le titulaire fournit à la personne publique les moyens nécessaires lui permettant de mesurer la conformité de la prestation par rapport à ses engagements.

Le titulaire prend à sa charge toute adjonction technique aux équipements existants, nécessaire pour la mise en œuvre de la prestation.

Après la fin de la période de la VSR, la personne publique dispose d'un délai de sept (7) jours pour notifier au titulaire sa décision : prononciation ou rejet de la VSR. En cas de silence gardé par l'administration à l'issue de ce délai, la VSR est réputée prononcée.

En cas d'ajournement, le titulaire procède aux modifications et réparations nécessaires afin qu'une nouvelle VSR soit réalisée dans un délai de cinq jours. La nouvelle VSR est prononcée si aucune anomalie n'intervient pendant une période de fonctionnement effective d'une durée supplémentaire de 2 mois et donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal par le Cned.

La VSR prononcée sans réserve a valeur d'admission.

17.2. Vérification des prestations de la phase d'exploitation du marché

Le titulaire met en place des procédures de contrôle à chaque étape du processus de production (depuis la réception des fichiers jusqu'à la remise des colis ou plis au prestataire postal du Cned).

La vérification des prestations par le Cned se fait au travers du site extranet du prestataire qui présentera un ensemble de reportings permettant un suivi quotidien et mensuel des prestations.

En outre le Cned assure un contrôle qualitatif des prestations par :

- des demandes adressées dans les flux à produire dont l'adresse postale sera le Cned
- un suivi mensuel des éventuelles réclamations client sur la prestation.

À la demande du Cned, le titulaire du marché donne à celui-ci toutes les facilités nécessaires pour surveiller les phases d'exécution dans ses ateliers.

Le Cned notifie par courriel le relevé des anomalies constatées et met en demeure le titulaire d'exécuter ses obligations contractuelles et/ou de présenter ses observations dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

En cas de manquements répétés, après trois constats successifs d'exécution non conforme ou de mauvaise exécution sur des envois de commande différentes, notifiés par mail au titulaire et restés sans réponse et/ou sans constat d'un retour à une réalisation conforme des prestations à l'issue du délai octroyé, le titulaire est déclaré défaillant sans mise en demeure préalable et il est fait application de l'article 22 suivant.

18. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément à l'article 18 du CCAG-FCS relatif au stockage des articles chez le titulaire, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire.

L'assurance contractée doit être susceptible de couvrir la totalité des stocks dont la valeur annuelle est estimée à 1 500 000 euros. La valeur annuelle est réévaluée lors de la date d'inventaire annuel et estimée sur le nombre maxi de palettes.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

A défaut de production, après demande du Cned, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande du Cned, l'accord-cadre concerné peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

19. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000 €.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) manquement(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours ouvrés à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le(s) manquement(s) n'est/ne sont pas imputable(s) à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

19.1. Pénalités applicables dans le cadre du lot 1

19.1.1. Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

L'application des pénalités pour retard est plafonnée à 10 % du montant HT estimé du lot concerné sur sa durée totale. Si le montant estimé est dépassé lors de l'exécution du lot concerné, le montant pris en référence est le montant réellement exécuté. Au-delà, les pénalités pour retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi.

Pénalités pour l'envoi de colis ou pli hors délai

Les pénalités de retard sont fixées forfaitairement à 5 € par jour de retard et par colis ou pli expédié hors délai, tel que précisé à l'article 4 du CCTP. Chaque jour commencé étant considéré comme dû.

Pénalités pour la gestion des stocks

Chaque réception de fourniture est intégrée physiquement dans le stock ainsi que dans le système d'information en 1 jour ouvré lorsque la livraison concerne au plus 20 références de fournitures. Un supplément de 2 jours ouvrés est accordé lorsque la livraison dépasse ce quota de 20 références, en période de réapprovisionnement au démarrage d'un cycle (cf. article 2.2 du CCTP).

En cas de dépassement des délais, la pénalité est de 100 € par référence et par jour de retard, chaque jour commencé étant considéré comme dû.

Pénalité en cas de dépassement du délai maximum d'interruption de traitement des commandes (inventaire du stock)

Conformément à l'article 2.3 du CCTP, lors des inventaires annuels, le titulaire ne peut dépasser 3 jours ouvrés d'interruption de traitement des commandes. En cas de dépassement, une pénalité de 500 € par jour de retard est appliquée. Chaque jour commencé étant considéré comme dû.

Pénalités pour envoi de stocks hors délai

Les pénalités de retard pour envoi de tout ou partie du stock hors délai, tel que défini à l'article 2.4 du présent CCTP, sont fixées forfaitairement à 50 € par jour de retard, chaque jour commencé étant considéré comme dû.

Pénalités pour non-information

Si le titulaire du marché ne donne pas accès aux informations répertoriées à l'article 5.1.1 du CCTP pendant plus de 24 heures à compter du constat de carence transmis par un des sites du Cned, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour d'inaccessibilité à l'information, chaque jour commencé étant considéré comme dû.

Si le titulaire ne répond pas aux questions posées par un des sites du Cned, dans un délai ne pouvant excéder 2 jours ouvrés, il encourt une pénalité de 100 € par demande écrite.

Si le titulaire ne fournit pas l'inventaire dans les délais indiqués à l'article 2.3 du CCTP, il encourt une pénalité de 100 € par jour de retard, chaque jour commencé après 2 jours ouvrés étant considéré comme dû.

19.1.2. Pénalités pour erreur de fabrication de colis et plis

Une erreur de fabrication est soit l'omission d'une ou plusieurs fournitures, soit l'envoi d'une ou plusieurs fournitures erronées, soit l'envoi à une adresse erronée.

En cas d'erreur de fabrication, les coûts des prestations de régularisation (comportant les frais de collectionnage et de réexpédition auxquels s'ajoute la valeur résiduelle des articles) sont assurés aux frais exclusifs du titulaire, comme précisé à l'article 4 du CCTP. La réexpédition peut se faire, si nécessaire, par acheminement express.

Les erreurs sont constatées par le Cned, au vu des réclamations émises par les usagers.

Chaque envoi erroné fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 15 € par envoi erroné.

19.1.3. Pénalités pour non-respect des modalités de restitution de stocks

La restitution des stocks, en fin de marché ou en cas de défaillance, est définie à l'article 2.4 du CCTP.

En cas de non-respect des modalités de restitution, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par anomalie constatée.

19.2. Pénalités applicables dans le cadre du lot 2

Pénalités de retard spécifiques au poste 1

Les pénalités de retard sont fixées forfaitairement à 5 € par jour de retard et par colis ou pli expédié hors délai, tel que précisé à l'article 6.4 du CCTP. Chaque jour commencé étant considéré comme dû.

Pénalités de retard spécifiques au poste 2

Le délai maximal entre la réception des fichiers (J), et leur dépôt auprès de notre opérateur postal est de J+3.

Les pénalités de retard sont fixées forfaitairement à 5 € par jour de retard tel que précisé à l'article 6.4 du CCTP, chaque jour commencé étant considéré comme dû.

19.3. Pénalités forfaitaires

Pénalité forfaitaire pour absence à réunion sans prévenance au moins 72 heures à l'avance : 50 € ;

Pénalité forfaitaire pour non-respect des modalités de désignation d'un nouveau chef de projet : 100 €.

19.4. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour non-respect de la clause sociale, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) manquement(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour non-respect des obligations environnementales s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

20. DISPOSITIONS FINANCIERES

20.1. Forme des prix et contenu des prix

Le marché est traité à prix mixte.

Les prestations suivantes sont traitées à prix forfaitaires :

- Pour le lot 1, la mise en place du FTP, de l'extranet et des flux mails,
- Pour le lot 2, la mise en place (SFTP, reporting mensuel volumes/facturation) et le traitement des fichiers informatiques.

Les prestations visées dans les bordereau des prix unitaires (BPU) des deux lots sont traitées à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

20.2. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

20.3. Révision des prix

20.3.1. Calcul de la révision

Les prix sont fermes la première année et révisibles annuellement.

Le calcul de la révision est mis à la charge du titulaire. Celui-ci adresse au Cned sa proposition de révision de prix en précisant les valeurs d'indices retenus, au plus tard vingt (20) jours ouvrés avant le 01/06.

Le Cned dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou observation sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés. Les nouveaux tarifs s'appliquent à compter du 1^{er} jour du mois suivant le mois de révision.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché ne transmettrait pas les nouveaux prix, les anciens prix resteront applicables jusqu'à communication par le titulaire de sa proposition de révision ou jusqu'à l'application de la révision par le CNED.

La formule suivante est appliquée :

Formule paramétrique : $P = P_o (0,15 + 0,60 S/So + 0,25 B/Bo)$

Dans laquelle :

P = prix révisé,

Po = prix initial,

S = Indice de coût horaire du travail – Indices mensuels - Tous salariés– Activités spécialisées, scientifiques et techniques (base 100 en décembre 2008) - valeur du dernier indice définitif connu à la date de révision des prix - identifiant INSEE : 1565195

So = Valeur de cet indice définitif, connu à la date de remise des offres soit octobre 2025.

B = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Reliure et services connexes (Base 2021) - valeur du dernier indice définitif connu à la date de révision des prix - Identifiant INSEE 010764133

Bo = Valeur de cet indice définitif, connu à la date de remise des offres soit octobre 2025.

20.3.2. Règles d'arrondis

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum trois décimales selon la règle de l'arrondi le plus proche :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

20.3.3. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition d'un indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le Cned et le titulaire.

Le Cned notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus à l'article 20.3.1.

20.4. Réfaction du prix

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

20.5. Clause de réexamen

20.5.1. Clause de suspension des délais et pénalités

En cas de difficultés rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le Cned pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou

tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

20.5.2. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

20.6. Avance

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5%.

20.7. Modalités de facturation et de paiement

20.7.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours **à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.**

20.7.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 20.7.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

20.7.3. Présentation des demandes de paiement

✓ Lot 1 :

Les prestations forfaitaires (soit la mise en place du FTP, de l'extranet, des flux mails, des flux de fichiers ainsi que les différents développements à opérer) font l'objet d'un paiement à l'issue de l'établissement du PV de VSR.

Les prestations de gestion des colis / plis et des stocks, ainsi le collectionnage et le conditionnement font l'objet d'un paiement mensuel à terme échu. La facturation est établie par site géographique.

Le paiement des prestations faisant l'objet de bons de commande avec devis préalable se font à l'issue de leur admission.

✓ Lot 2 :

Poste 1 : la gestion des catalogues, les mailings, la reprographie/impression et la mise sous pli font l'objet d'un paiement à l'issue de l'admission du bon de commande.

Poste 2 :

La prestation forfaitaire de mise en place des prestations fait l'objet d'un paiement à l'issue de l'établissement du PV de VSR.

La prestation forfaitaire de traitement des fichiers informatiques fait l'objet d'un paiement mensuel à terme échu.

Les prestations figurant au BPU font l'objet d'un paiement mensuel à terme échu.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché ;
- N° du lot concerné du marché ;
- Le mois concerné le cas échéant ;
- Le site concerné le cas échéant ;
- Référence du bon de commande le cas échéant ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R2191-55 du code de la commande publique, est la Directrice générale du CNED, ou son représentant.

20.7.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

20.7.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

- **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

- **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

20.7.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du CNED

2 boulevard Nicéphore Niepce

Téléport 2 – CS 80300

86963 FUTUROSCOPE CEDEX

20.8. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R2191-45 du code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

21. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

22. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sous la réserve suivante :

- **Pour le lot 1 en cas d'attribution à deux titulaires**

Le présent article déroge à l'article 45 du CCAG-FCS :

Il est fait application des modalités relatives à la multi-attribution prévues à l'article 6.3.

Les prestations des sites concernés sont assurées comme suivant :

Le titulaire n°1 remplacera le deuxième titulaire qui serait désigné défaillant, le titulaire n°2 remplacera le premier titulaire qui serait désigné défaillant.

En conséquence, le titulaire suppléant sera le prestataire désigné pour réaliser les prestations des sites concernés en complément des commandes de son propre secteur et les prestations exécutées lui seront réglées aux conditions de prix de son propre bordereau de prix.

Le titulaire défaillant ne pourra en aucun cas réclamer d'indemnité liée aux commandes réalisées auprès du titulaire suppléant.

- **Pour le lot 1 en cas d'attribution à un seul titulaire et pour le lot 2**

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

23. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

24. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

25. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

Les articles 8.1 et 8.2 du CCAP dérogent à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'article 17 du CCAP déroge au chapitre 5 du CCAG-FCS.

L'article 19 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 20.3.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS.

Dans le cadre de la multi attribution du lot 1, l'article 22 du CCAP déroge à l'article 45 du CCAG-FCS sauf dans le cas où un seul titulaire serait retenu pour ce lot.